

Dans ce numéro

■ Vues d'Addis

La décision de déployer une mission humanitaire pour endiguer l'épidémie d'**Ebola** est une première dans l'histoire du Conseil de paix et de sécurité (CPS).

■ À l'ordre du jour

Alors que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) doit remplacer la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite Africaine (MISCA) à la mi-septembre, le CPS a reçu fin août un rapport de la Commission de l'UA.

La détérioration de la situation en **Libye** est une priorité pour l'UA. Ce dernier a récemment exhorté les parties prenantes à la crise libyenne à mettre en place un cessez-le-feu et un dialogue national inclusif.

■ Analyses de situation

Dans un contexte marqué par l'incapacité des belligérants de respecter les nombreux accords de cessez-le-feu conclus, la situation humanitaire se dégrade davantage au **Soudan du Sud**.



Rapport sur le Conseil de paix et de sécurité

“ Ebola n'est pas seulement une urgence de santé publique

Page 2

“ Le cessez-le-feu de Brazzaville est très fragile

Page 5

“ La famine guette des millions de personnes, a averti l'ONU

Page 12



Vues d'Addis

La mission Ébola est une première dans l'histoire de l'UA

L'UA se prépare à envoyer des docteurs, des infirmières et des militaires dans les pays affectés par le virus, mais le vrai défi reste la mise en oeuvre de cette décision.

Face aux «implications sécuritaires de la présente épidémie d'Ébola» en Afrique de l'Ouest, le CPS a décidé lors de sa 450^{ème} réunion, le 19 août 2014, de déployer une Mission médicale mixte civile et militaire humanitaire «composée de médecins, d'infirmières et autre personnel médical et paramédical, ainsi que de personnel militaire nécessaire à la protection et à l'efficacité de la Mission». Adoptée lors de la journée internationale de l'aide humanitaire, cette décision est une première dans l'histoire de l'organisation.

Compte tenu de l'urgence de la situation, il a demandé à la Commission de l'UA de prendre rapidement les mesures nécessaires afin d'élaborer un Concept d'opérations.

Selon les statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publiées le 27 août dans sa feuille de route pour endiguer la crise, le virus Ébola a jusqu'à présent fait 1 400 victimes

santé publique de portée mondiale».

Depuis le premier cas en Guinée, au début de l'année, le virus s'est propagé au Liberia et au Sierra Leone et plusieurs cas suspects ont été signalés à Lagos, au Nigeria. Une souche distincte du virus a par ailleurs été détectée en République démocratique du Congo (RDC).

Parmi tous ces pays, ce sont le Liberia et la Sierra Leone qui sont le plus affectés. Dans ces pays et en Guinée, l'épidémie n'est pas seulement une urgence de santé publique, c'est aussi un frein au développement économique et à la stabilité sociale; elle constitue ainsi une grave menace sécuritaire qui peut affecter la stabilité de la région si rien n'est fait pour l'endiguer. Ce constat sera transposable en RDC si le virus venait à se propager.

La décision historique du CPS a ainsi été motivée autant par des considérations médicales que sécuritaires. Il a en effet souligné que

Président actuel du CPS

S.E.M. M. Ahmat Awad Sakine

Ambassadeur du Tchad en Éthiopie et Représentant permanent auprès de l'UA et de l'UNECA

Les membres actuels du CPS sont:

l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Burundi, l'Éthiopie, la Guinée équatoriale, la Gambie, la Guinée, la Libye, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, la Tanzanie et le Tchad

La décision historique du CPS a ainsi été motivée autant par des considérations médicales que sécuritaires

sur plus de 3 000 cas connus. Il est toutefois craint que beaucoup d'autres cas n'aient pas été rapportés, ce qui complique davantage la gestion de l'épidémie –qui a été formellement déclarée le 8 août dernier «urgence de

«trois des pays affectés sont dans une situation de reconstruction post-conflit, ce qui pourrait ainsi remettre en cause les progrès remarquables accomplis par ces pays au cours des dernières années», lançant un appel

pour des «efforts renouvelés aussi bien de la part de l’Afrique que des partenaires dans la lutte contre cette épidémie».

Sur le terrain, *Médecins sans Frontières* a souligné qu’en plus du manque général de préparation des infrastructures sanitaires, les pays affectés ont désespérément besoin de plus de centres de traitement, de capacités logistiques et de travailleurs

naturelle grave». Or, en dépit de la clarté de son mandat, l’action du CPS en la matière est restée limitée et gérée de manière *ad hoc*.

La vraie valeur de cette décision sera toutefois jugée à la lumière de sa mise en place effective et de l’efficacité de la mission qui, faut-il le rappeler, est la première du genre déployée par l’UA. L’organisation devra identifier et mobiliser le

Étant donné les énormes besoins dans les pays affectés, le déploiement de la mission humanitaire est un pas dans la bonne direction -si elle est bel et bien déployée à temps

de la santé. Selon l’OMS, 430 millions de dollars sont nécessaires pour soutenir les efforts pour endiguer la progression du virus. Le 14 août, l’UA a annoncé une contribution d’un million de dollars, tirés de son fonds d’urgence de santé publique en Afrique, afin d’aider les pays affectés.

personnel, les moyens logistiques et le financement nécessaires afin de permettre à la mission de s’acquitter de sa tâche dans les trois pays qu’elle doit visiter. Cela passe par une étroite coordination avec la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) et

La balle est désormais dans le camp de la Commission de l’UA

La décision de déployer cette mission humanitaire constitue l’une des plus importantes que le CPS ait pu prendre depuis sa mise en place en 2004, dans le cadre de son mandat conféré par les articles 6 et 7 du Protocole sur le CPS. Étant donné les énormes besoins dans les pays affectés, notamment la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone, il s’agit d’un pas dans la bonne direction -si la mission est bel et bien déployée à temps.

Selon l’article 6 du Protocole, le Conseil assume des fonctions dans le domaine de l’action humanitaire et de la gestion des catastrophes. Selon l’article 7, le CPS «appuie et facilite l’action humanitaire dans les situations de conflit armé ou de catastrophe

les gouvernements des pays affectés. La balle est désormais dans le camp de la Commission de l’UA.

430
MILLIONS DE
DOLLARS

MONTANT NÉCESSAIRE POUR LA
LUTTE CONTRE EBOLA

1
MILLION DE
DOLLARS

CONTRIBUTION DE L’UA JUSQU’À
PRÉSENT



À l'ordre du jour

Comment assurer la bonne transition de la mission de l'UA vers la mission de l'ONU?

Le CPS reste saisi de la situation en République centrafricaine (RCA), où les violences se poursuivent malgré la conclusion d'un cessez-le-feu. Salués pour leurs efforts de protection des civils, certains soldats de la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite Africaine (MISCA) ont aussi fait l'objet d'accusations de violations des droits de l'homme.

Le CPS a reçu le 27 août 2014 un rapport de la présidente de la Commission de l'UA, Dr Nkosazana Dlamini-Zuma, sur la situation en RCA. Publié quelques semaines avant le transfert de la MISCA vers la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), il contenait une évaluation du travail de la mission africaine.

Parmi les questions à l'ordre du jour au CPS figure le suivi de la mise en œuvre du cessez-le-feu conclu le 23 juillet entre la Séléka et les milices anti-balaka. Qualifié par la présidente de la Commission de grand pas en avant vers une solution durable pour la Centrafrique, le cessez-le-feu a été signé à la suite de la conférence

et la formation d'un gouvernement inclusif.

Malgré l'avancée qu'il constitue, le cessez-le-feu reste très fragile. Son succès dépend de ce qu'il ressortira des discussions sur la formation d'un gouvernement de transition inclusif comprenant des représentants du gouvernement intérimaire, de la Séléka et des anti-balaka. Bien que la présidente par intérim Catherine Samba-Panza ait dissous son gouvernement et annoncé le 10 août la nomination du premier chef de gouvernement musulman de l'histoire du pays, Mahamat Kamoun, la Séléka a reproché à la présidente de ne pas les avoir consultés et a rejeté cette nomination.

MISCA

MISSION INTERNATIONALE DE
SOUTIEN À LA CENTRAFRIQUE
SOUS CONDUITE AFRICAINE

MINUSCA

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE
INTÉGRÉE DES NATIONS UNIES
POUR LA STABILISATION EN
CENTRAFRIQUE

Le rapport de Mme Dlamini-Zuma devait fournir quelques détails sur le processus de Brazzaville et sur ses suites

de réconciliation organisée du 21 au 23 juillet à Brazzaville par l'UA et les pays de la région, et qui a réuni 169 représentants de gouvernements, de la rébellion et de la société civile. Le rapport de Mme Dlamini-Zuma devait fournir quelques détails sur le processus de Brazzaville et sur ses suites, notamment le désarmement et le cantonnement des groupes armés

Mais des violences sont toujours rapportées dans la capitale Bangui et à travers le pays. Ce sont les civils qui payent le prix des affrontements sectaires entre les anti-balaka et les rebelles de la Séléka. Le 17 août dernier, 34 personnes ont été tuées par des membres de la Séléka dans une zone éloignée, située à 350km au nord de Bangui. Quelques jours

après, des militaires français de la Force de l'Union Européenne en République Centrafricaine (EUFOR-RCA) ont été accrochés par une milice locale, le 19 août au soir, alors qu'ils patrouillaient au PK5, un quartier de la capitale centrafricaine abritant quelques 2 000 musulmans. Les

dont plus de 100 000 à Bangui; la majorité d'entre-elles sont des musulmans. Et selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), les combats qui se sont déroulés dans et autour de Mbrès, dans la province de Nana-Gribizi, ont créé de nouveaux déplacements dans la région. Les violations des droits de

Dans ce contexte, il est évident que le processus politique reste parsemé d'embûches et que le cessez-le-feu de Brazzaville est très fragile

combats qui s'en sont suivis ont fait au moins une trentaine de blessés dont 10 graves.

Face aux attaques généralisées, la majorité des musulmans centrafricains ont été obligés de fuir Bangui et d'autres zones pour se réfugier en territoire contrôlé par la Séléka, à majorité musulmane. Cette dynamique a *de facto* divisé le territoire en deux, renforçant les divisions sectaires et aidant la Séléka à exploiter les ressources minières contenues dans les territoires sous son contrôle, et donc à financer ses opérations grâce au trafic de minerais. Même si la Séléka a abandonné ses velléités de partition du pays, le numéro deux du mouvement Nouredine Adam a annoncé le 17 août la création d'un

l'homme, notamment les assassinats, les viols, la torture, les arrestations arbitraires et le recrutement d'enfants soldats restent monnaie courante, les femmes et les enfants étant particulièrement affectés.

La MISCA, de son côté, a fait son possible pour offrir une protection aux personnes déplacées dans les camps, escorter les civils ayant besoin de protection et de manière plus générale améliorer la sécurité dans certaines zones du pays, notamment Bangui, Bambari et Boda (malgré les graves incidents de juin). Mais il existe des inquiétudes quant aux difficultés opérationnelles que la mission rencontre, notamment en termes de capacité, d'équipements, de coordination et de mise en œuvre de son mandat.

Les troupes africaines ont été l'objet de plusieurs attaques violentes au cours des derniers mois

État indépendant au nord-est du pays.

Dans ce contexte, il est évident que le processus politique reste parsemé d'embûches et que le cessez-le-feu de Brazzaville est très fragile.

Sur le plan humanitaire, la situation est tout aussi dramatique. Près d'un million de personnes sont déplacées,

Par ailleurs, les troupes africaines ont été l'objet de plusieurs attaques violentes au cours des derniers mois. C'est ainsi que le Représentant spécial en RCA et chef de la MISCA, Jean-Marie Michel Mokoko, a noté avec préoccupation le 29 mai dernier une augmentation des attaques contre les forces de la MISCA: depuis le déploiement de la mission en

100 000

PERSONNES DÉPLACÉES À BANGUI

décembre 2013, 27 soldats ont perdu la vie tandis que 166 autres ont été blessés.

Les soldats de la MISCA ont été accusés à plusieurs reprises de violations des droits de l'homme.

Les forces tchadiennes ont notamment été retirées du pays

Ils ont souligné qu'il serait opportun que la Commission organise un atelier sur les leçons apprises, afin d'aider à définir le rôle de l'UA en RCA à plus long terme. À cet égard, la question de la nature et de la forme de la future présence de l'UA en RCA demeure.

La question de la nature et de la forme de la future présence de l'UA en RCA demeure

quelques jours après un accrochage violent à Bangui, lors duquel ils sont été accusés d'avoir tiré sur la foule, provoquant la mort de 30 personnes et faisant au moins 300 blessés. Les forces congolaises ont quant à elles été impliquées dans la disparition d'au moins 11 personnes à Boali, à 80 km au nord de Bangui. Afin de faire la lumière sur ces allégations, la présidente de la Commission a indiqué le 3 juin 2014 qu'une enquête commune avait été lancée par la composante des droits humains et les officiers de police judiciaire de la MISCA. Le Représentant spécial a annoncé le 16 juillet que le commandant en charge de l'unité de la MISCA à Boali avait été temporairement suspendu et que les soldats de l'unité présents au moment des faits avaient été redéployés.

Mais le principal défi actuel reste la transition de la MISCA vers la MINUSCA. Plusieurs membres du CPS, notamment ceux de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) et ceux qui contribuent en personnel, aimeraient en savoir plus sur certains aspects de la transition, notamment la question de la liquidation de la MISCA, la répartition des actifs ou encore le cadre de transfert des troupes et du personnel de la MISCA.

15

SEPTEMBRE 2014

DATE PRÉVUE DE LA TRANSITION
DE LA MISCA VERS LA MINUSCA



À l'ordre du jour

Le CPS doit envisager un cessez-le-feu en Libye

Face à la dégradation de la situation en Libye, où de lourds affrontements entre milices rivales ont lieu depuis plusieurs mois», le CPS doit envisager une action urgente afin d'établir un cessez-le-feu et élaborer une feuille de route pour la paix et la sécurité.

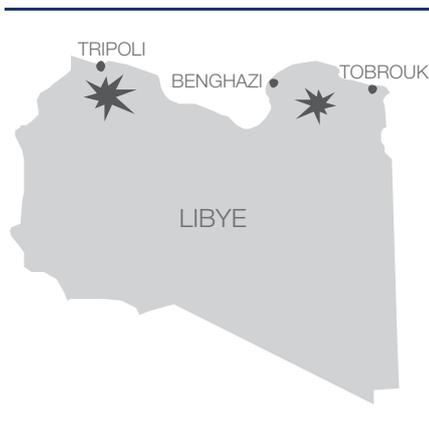
En sa 449^{ème} réunion tenue le 11 août 2014, le CPS a suivi une communication de l'Envoyé spécial de la Présidente de la Commission pour la Libye, M. Dileita Mohamed Dileita, sur la situation au pays et les récentes consultations qu'il a eues avec les parties prenantes libyennes et les États voisins.

Réitérant la «profonde préoccupation de l'UA face à la situation actuelle, marquée par la poursuite de la confrontation entre les groupes et les milices armés, en particulier à Benghazi et à Tripoli», le Conseil a lancé un appel «en vue d'un cessez-le-feu immédiat et a instamment demandé la tenue d'un dialogue national impliquant toutes les parties prenantes libyennes». Tout en félicitant les pays de la région pour leurs efforts visant à résoudre la crise, il

L'escalade de la violence

Des combats pour le contrôle de l'aéroport de Tripoli ont éclaté à la mi-juillet entre la milice de Misrata, soupçonnée d'être proche des Frères musulmans libyens, et la milice de Zintan, loyale au général Khalifa Belqasim Haftar -qui a déclaré la «guerre aux terroristes en Libye». Les affrontements ont fait de nombreux morts et provoqué la destruction de 90% des appareils sur le tarmac ainsi que la suspension de tous les vols vers et à partir de la capitale libyenne. Le 2 août, le principal dépôt de carburant situé près de l'aéroport a été touché par des tirs de roquettes. Un réservoir a pris feu et l'incendie s'est rapidement propagé aux sept autres. Le lendemain, le gouvernement libyen a publié une alerte avertissant des risques

La Libye est secouée par les combats depuis plusieurs années maintenant, mais les derniers affrontements sont les plus violents depuis la chute de Mouammar Kadhafi



a déclaré attendre «avec intérêt la conclusion rapide des consultations de l'Envoyé spécial et la présentation par la Présidente de la Commission de propositions concrètes sur un soutien renforcé de l'Afrique à la Libye, qui seront examinées à l'occasion d'une réunion ministérielle du Conseil de paix et de sécurité, comme convenu lors de sa 436^{ème} réunion».

d'une catastrophe humanitaire et environnementale au cas où les réservoirs exploseraient.

La Libye est secouée par les combats depuis plusieurs années maintenant, mais les derniers affrontements sont les plus violents depuis la chute de Mouammar Kadhafi. Face au risque réel que le pays ne sombre dans le

chaos et la guerre civile, la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a décidé d'évacuer son personnel et les ambassades ont suspendu leurs opérations et évacué leur personnel et citoyens.

Les combats, qui durent depuis plus de trois semaines, ont fait plus de 200 morts. Le 3 août notamment, des affrontements à Tripoli ont fait 22 morts. De plus, le groupe islamiste militant Ansar al-Sharia, soupçonné d'avoir orchestré l'attaque contre le consulat américain de Benghazi en 2012, a déclaré Benghazi «Émirat islamique» après en avoir pris le contrôle total le 31 juillet 2014. Ce développement est inquiétant autant pour les pays voisins que pour les puissances occidentales qui craignent la montée en puissance des groupes islamistes en Libye. En témoigne la déclaration de l'ancien ministre égyptien des Affaires étrangères et ancien Secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, qui a exhorté l'Égypte à envisager une réponse militaire à la crise libyenne. Cette déclaration a ravivé les craintes d'une intervention égyptienne en Libye.

Problèmes clés et développements récents

La situation actuelle est due à plusieurs facteurs. Premièrement, la guerre civile de 2011 a provoqué l'apparition et la prolifération de groupes armés qui exercent un contrôle sur différentes parties du pays. Bien que les estimations diffèrent, on estime qu'il pourrait y avoir jusqu'à 1 700 groupes armés en Libye. Parmi les principales figures figurent la milice de Misrata, que le gouvernement a autorisé à renforcer la sécurité à Tripoli en 2013; la milice de Zintan, une puissante alliance tribale bédouine dont les commandants dirigent la milice Qaqaa, qui comprend 18 000 hommes et lutte contre l'influence de celle de Misrata; et le

Comité suprême de sécurité (SSC), qui fonctionne comme un service de police *de facto* et s'est alliée avec la milice de Misrata contre celle de Zintan.

Bien que l'existence de ces groupes armés aille à l'encontre des efforts visant à la création d'une architecture sécuritaire nationale unifiée, beaucoup d'entre eux sont reconnus et financés par divers organismes gouvernementaux.

Beaucoup de milices sont reconnues et financées par divers organismes gouvernementaux

Les combats ont surtout affecté la ville de Benghazi et la capitale Tripoli. Parmi les nombreuses milices présentes à Benghazi, les deux les plus connues sont la Brigade des martyrs du 17 Février et Ansar al-Sharia. À Tripoli, ce sont les milices de Zintan et de Misrata qui s'affrontent pour le contrôle de la capitale. Avec ses 40 000 combattants, cette dernière est la plus importante du pays.

Sur le plan politique, le paysage s'est scindé en deux courants depuis la chute de Kadhafi: l'Alliance des forces nationales (AFN) et le Parti de la justice et de la construction, affilié aux Frères musulmans (PJC). La rivalité entre ces deux forces politiques a paralysé le Conseil national général (GNC, le parlement élu en 2012) et le gouvernement, mais les milices rivales ont soutenu l'une et l'autre.

Les derniers combats à Tripoli interviennent dans un contexte marqué par deux événements: avec l'appui d'éléments de l'armée, le Général Haftar a lancé le 16 mai 2014 une opération militaire contre ce qu'il appelle les «terroristes». Cette offensive a permis de mettre une énorme pression sur les milices islamistes de Benghazi. Même s'ils contrôlent le

parlement et le chef d'État par intérim, les islamistes ont essuyé un revers clair lors des élections qui se sont déroulées fin mai 2014.

Alors que les affrontements s'intensifiaient dans l'est du pays et les revers politiques des islamistes, la milice de Misrata a redoublé d'efforts pour prendre le dessus à Tripoli. Elle a notamment attaqué l'aéroport pour déloger la milice de Zintan, affiliée à Haftar. Les affrontements,

qui ont impliqué des armes lourdes, ont provoqué la mort de dizaines de personnes ainsi que d'importants dégâts matériels.

La Chambre des représentants, le parlement nouvellement élu qui remplace le GNC, a pour sa part tenu sa première session le 4 août dernier à Tobrouk, à 1 500 km de Tripoli. Ses membres ont prêté serment en présence de représentants de la Ligue arabe, de l'ONU et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Les parlementaires islamistes et leurs alliés de Misrata ont boycotté la cérémonie, qu'ils estiment anticonstitutionnelle.

Les parlementaires ont adopté une modification de la déclaration constitutionnelle renforçant leur pouvoir afin de mieux lutter contre l'impunité des milices. Ils ont aussi appelé à l'unité nationale, à la fin des violences et au respect du cessez-le-feu par tous les groupes armés.

Au même moment, les milices islamistes prenaient le contrôle de plusieurs bases de l'armée à Benghazi. Les forces d'Haftar ont été évincées de la ville, et ce dernier a été obligé de fuir vers l'Égypte. Peu après, Ansar al-Sharia a déclaré la capitale de la Cyrénaïque «Émirat islamique».

Il ressort de ce qui précède que le pays est profondément divisé autant au plan politique qu'idéologique. À moins de mettre en œuvre un processus politique accepté par les groupes islamistes et de convaincre la myriade de groupes armés de rejoindre l'armée nationale, la situation risque de dégénérer en guerre civile, à la faveur des groupes terroristes. Les acteurs régionaux et internationaux appuieront alors les forces armées qui luttent contre les islamistes, telles que celles qui sont fidèles au général Haftar.

Dynamiques géostratégiques

Les inquiétudes régionales et continentales

L'agence égyptienne d'information a indiqué que 11 000 Égyptiens ont fui la Libye en passant par la frontière orientale du Saloum. Les craintes de

lesquelles les groupes terroristes islamistes et les organisations criminelles renforcent graduellement leur emprise. C'est ainsi que les pays frontaliers de la Libye, notamment l'Algérie, le Mali et le Niger, s'inquiètent de cette situation, notamment en raison de la prolifération des armes et du risque que le pays devienne un refuge pour les terroristes.

Ils ont donc organisé plusieurs réunions au cours des derniers mois afin de coordonner leurs réponses. Suite à la réunion consultative tenue les 27 et 28 mai 2014 à Alger, en marge de la 17^{ème} Conférence *Ministérielle du Mouvement des Non Alignés (à laquelle l'UA a participé)*, une réunion de suivi a été organisée à Hammamet, en Tunisie, les 13 et 14 juillet derniers. Y ont été établis un groupe de travail sur la politique, dirigé

Les parlementaires ont adopté une modification de la déclaration constitutionnelle renforçant leur pouvoir afin de mieux lutter contre l'impunité des milices

voir le conflit se propager de l'autre côté de la frontière se sont ravivées lorsque 21 soldats égyptiens ont été tués près de la frontière libyenne. Après plusieurs semaines d'hésitation, Amr Moussa a déclaré que la situation en Libye «pose une menace à la sécurité égyptienne» et que le Caire devra peut-être «faire valoir son droit à l'auto-défense». La Tunisie a quant à elle fermé sa frontière avec la Libye le 2 août, après que des Égyptiens et autres ressortissants étrangers aient tenté de forcer le passage à un poste frontalier.

Les inquiétudes quant aux conséquences régionales de la crise libyenne découlent de la précarité de la situation sécuritaire en Afrique du Nord et au Sahel, régions sur

par l'Égypte, et un groupe de travail sur la sécurité, dirigé par l'Algérie.

De son côté, l'UA a envoyé son Représentant spécial pour la Libye en Algérie, en Égypte, en Libye et au Niger afin de tenir des consultations avec les autorités de ces pays. Face à l'augmentation des violences, la présidente de la Commission de l'UA a publié un communiqué de presse appelant à une fin durable des hostilités et à la tenue d'un dialogue inclusif pour relancer et achever la transition en Libye. Le CPS, lui, ne s'est pas encore prononcé sur la reprise des combats.

Le retrait du personnel onusien

Les violences ont forcé la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) à retirer son personnel



LE PLUS IMPORTANT GROUPE ARMÉ LIBYEN EST LA MILICE PRO-ISLAMISTE DE MISRATA, QUI LUTTE CONTRE CELLE DE ZINTAN.

1 700

NOMBRE ESTIMÉ DE GROUPES ARMÉS EN LIBYE

au début du mois de juillet. Après avoir envisagé de laisser sur place l'équipe cadre afin de poursuivre les opérations, il a finalement été décidé le 14 juillet de rapatrier l'intégralité du personnel. Dans un communiqué daté du 17 juillet, le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné «la récente flambée de violence survenue en Libye, notamment les combats qui ont eu lieu autour de l'aéroport international de Tripoli, notant avec une profonde préoccupation que ce regain de tension s'inscrit dans un schéma durable de violences entre milices motivées par des rivalités politiques».

S'exprimant devant le Conseil, le ministre libyen des Affaires étrangères Mohamed Abdulaziz a de son côté appelé à la mise en place d'une mission de stabilisation et de renforcement des institutions placée sous chapitre VII, confirmant ainsi le besoin d'un appui international plus robuste.

Autres réactions internationales

Un certain nombre de pays, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et la Turquie, ont suspendu leurs opérations à Tripoli et évacué leur personnel et leurs ressortissants. De même pour plusieurs organisations internationales telles que le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), Médecins Sans Frontières (MSF) ou le Conseil danois pour les réfugiés (DRC), qui ont été forcées de suspendre leurs opérations dans le pays.

Six pays, (dont l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Égypte et les États-Unis) ont publié le 6 août un communiqué conjoint dans lequel ils ont exprimé leur profonde préoccupation face à la dégradation de la situation, appelant toutes les parties libyennes à conclure un cessez-le-feu immédiat et à entamer des négociations

afin de stabiliser le pays. Ils ont réitéré leur appui aux institutions démocratiquement élues et leur rejet de toute interférence externe.

Le général Haftar recevrait un appui de la part de plusieurs pays, notamment de l'Égypte. Ce n'est pas une surprise au vu de la politique de répression menée contre les Frères musulmans, qui ont été qualifiés de groupe terroriste par Le Caire. Les États-Unis, les Émirats arabes unis et l'Arabie

saoudite appuieraient aussi le général Haftar, au nom de la lutte contre les islamistes.

Questions clés pour le CPS

Les affrontements entre les groupes armés rivaux, les divisions idéologiques et politiques qui les alimentent et la quasi-absence de toute autorité étatique sont les principaux défis que le CPS doit considérer.

Face à un tel constat, le Conseil doit agir pour créer les conditions permettant la conclusion d'un accord de cessez-le-feu ; l'élaboration d'une feuille de route pour un dialogue national inclusif et l'achèvement du processus de transition, y compris le renforcement de l'autorité du parlement et du gouvernement; et l'achèvement du processus constitutionnel.

Il doit en outre prêter une attention particulière au risque de propagation du conflit chez les pays voisins, tout en veillant à éviter une intervention militaire extérieure.

Options pour le CPS

Le CPS pourrait exhorter les parties à suivre la voie diplomatique,

puisque'aucune solution militaire ne pouvant répondre aux défis sécuritaires et politiques auquel le pays fait face, et réaffirmer le rejet de l'UA de toute intervention étrangère en Libye.

Au travers du Représentant spécial pour la Libye et en collaboration avec les partenaires clés que sont l'ONU et la Ligue arabe, le Conseil pourrait aussi demander à la Commission de l'UA de préparer une conférence nationale sur la paix et la sécurité en

L'appui de l'Égypte au général Haftar, qui lutte contre les islamistes, n'est pas une surprise

Libye, afin de rassembler toutes les forces armées du pays.

Il pourrait en outre faciliter l'établissement d'un groupe international de contact sur la Libye. Ce mécanisme, établi en coordination avec l'ONU et la Ligue arabe, permettrait de mobiliser et de coordonner l'action internationale, en vue de parvenir à un cessez-le-feu et à la mise sur pied d'un processus politique inclusif.

Enfin, il pourrait demander à la Commission de mettre en place un mécanisme de vérification pour surveiller les répercussions du conflit libyen sur les pays voisins, tant ceux d'Afrique du Nord que du Sahel. Un tel mécanisme rentrerait dans le cadre de la mission du Représentant spécial de l'UA pour la Libye, qui devra rendre compte régulièrement de la situation au Conseil.



Analyse de situation

De la violation répétée des accords de cessez-le-feu

Face aux violations répétées des accords de cessez-le-feu, la priorité pour le CPS est de s'assurer que toutes les parties honorent leurs engagements pris dans l'Accord de cessation des hostilités, qu'elles posent les armes et qu'un mécanisme de vérification soit mis en place.

Le CPS a tenu une réunion sur la situation au Soudan du Sud le 21 août dernier, alors qu'aucun progrès n'a été effectué depuis la réunion du 12 juin 2014, durant laquelle il a exprimé «sa profonde préoccupation devant le fait qu'en dépit des engagements pris par les Parties, aussi bien le Gouvernement que le SPLM/A (opposition) n'ont pas réussi à faire avancer de manière significative le processus de paix et à mettre fin aux massacres de civils innocents». Condamnant «fermement les violations persistantes et flagrantes des Accords de cessation des hostilités, tel que documenté par le MSV de l'IGAD, ainsi que les atrocités et les exactions perpétrées par toutes les parties contre des civils innocents», le Conseil a exigé «des Parties belligérantes qu'elles

d'une solution au conflit et n'honore pas ses engagements».

Condamnant fermement l'attaque perpétrée le 20 juillet 2014 contre la localité de Nassir par le SPLM/A (en opposition), la Présidente de la Commission de l'UA a appelé «toutes les parties sud-soudanaises, en particulier le SPLM/A (en opposition), à respecter pleinement les Accords qu'elles ont signés et à reprendre immédiatement les négociations» en vue de «la reprise des pourparlers politiques, afin de faciliter la mise en place rapide du Gouvernement de transition, tel que prévu par les Accords du 9 mai et du 10 juin 2014, et une solution durable au conflit».

L'escalade des violences

Les combats dans la localité de Nassir, dans l'Etat du Haut Nil, les premiers

QUI GÈRE LE CONFLIT?



SALVA KIIR – PRÉSIDENT DU SOUDAN DU SUD



RIEK MACHAR – CHEF DU SPLM/A (OPPOSITION)

Face au manque de progrès dans le processus de médiation la situation humanitaire risque fort d'empirer

mettent fin immédiatement aux affrontements, d'honorer pleinement leurs engagements et de faire preuve de la volonté politique nécessaire pour faire avancer le processus politique». À cette fin, il a réitéré «sa disposition, sur recommandation de l'IGAD, à prendre immédiatement des sanctions ciblées et autres mesures contre toute partie qui continue à agir contre la quête

depuis le mois de juin, ont provoqué davantage de déplacements internes et l'augmentation du flux de réfugiés vers l'Éthiopie voisine. De nouveaux affrontements ont éclaté le 15 août autour de la ville de Bentiu, la capitale de l'État pétrolier d'Unité, ainsi que dans la région d'Ayod, dans l'État de Jonglei.

Comme d'habitude, les deux parties se sont mutuellement accusées de la reprise des hostilités et de la violation de l'Accord de cessation des hostilités. Alors que le porte-parole des rebelles, Lul Ruai Koang, affirmait que l'attaque marquait le début de l'offensive gouvernementale tant attendue, le porte-parole de l'armée Joseph Marier Samuel assurait que ses soldats avaient agi en auto-défense après que les rebelles aient lancé une attaque sur Ayod. Les combats ont duré plusieurs heures aux alentours de l'aéroport de Bentiu, près d'une base de l'ONU qui abrite plus de 40 000 déplacés. Désormais sous contrôle gouvernemental, la ville a changé de mains plusieurs fois depuis que la guerre civile a commencé en décembre 2013.

Les parties au conflit continuent de camper sur leurs positions et ne semblent pas vouloir régler le conflit par la négociation, comme en témoignent les déclarations faites aux médias. Les violations de cessez-le-feu et les accusations mutuelles sont devenues monnaie courante. Face au manque de progrès dans le processus

de la cessation des hostilités et de la négociation.

Selon plusieurs sources, les deux belligérants continuent en effet de mobiliser des armes et des combattants. Selon un rapport d'Human Rights Watch publié le 7 août, le gouvernement a acheté d'importantes quantités d'armes, notamment à la Chine, depuis que le conflit a commencé. Pourtant, les derniers combats à Bentiu et Nassir sont autant de preuves que les espoirs de vaincre militairement sont irréalistes, autant pour les troupes gouvernementales que les rebelles. Ils sont aussi une indication du peu d'importance que les parties accordent aux droits humains et au droit international humanitaire.

Ni le gouvernement sud-soudanais ni les rebelles ne se sentent impliqués envers un quelconque processus de paix. Les efforts de médiation de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), suspendus indéfiniment le 23 juin après que le SPLM/A (opposition) ait refusé que la société civile ne participe et ne soit représentée lors des pourparlers, ont

4

MILLIONS DE PERSONNES

FACE AU RISQUE DE FAMINE



MEMBRES DE L'IGAD: DJIBOUTI, ÉRYTHRÉE, ÉTHIOPIE, KENYA, SOMALIE, SOUDAN DU SUD, SOUDAN, OUGANDA

Ni le gouvernement sud-soudanais ni les rebelles ne se sentent impliqués envers un quelconque processus de paix

de médiation, la situation humanitaire, déjà alarmante, risque fort d'empirer. La famine guette des millions de personnes, a averti l'ONU.

Le processus de paix est-il en voie de dérailler?

Le 9 mai dernier, les parties au conflit se sont engagées, en autres, à mettre en place un gouvernement transitionnel d'unité nationale dans les 60 jours. Elles ont réaffirmé cet engagement le 10 juin. Pourtant, elles sont loin d'être engagées sur la voie

repris le 4 août. Mais les représentants rebelles ne se sont pas présentés les jours suivants, forçant les négociateurs à poursuivre pendant quelques jours le fragile processus sans leur participation. Le gouvernement, de son côté, a multiplié les objections sur la procédure.

Dans un entretien au quotidien *Voice of America* publié le 17 août, le chef rebelle Riek Machar a indiqué que «des pourparlers directs entre nous et le gouvernement apporteront plus

vite des résultats et permettront de s'assurer que l'Accord de paix soit conclu plus rapidement que si d'autres acteurs sont autour de la table». Le 19 août, le processus de médiation s'est encore fragilisé après que la délégation gouvernementale ne se soit pas présentée. Celle-ci exigeait que la matrice de cessation des hostilités soit signée en premier et que les règles de procédure des pourparlers soient amendées par les seules parties au conflit, afin de permettre des négociations directes.

Les deux parties essayent par tous les moyens d'affaiblir la représentation de l'autre au sein du gouvernement transitionnel d'unité et d'empêcher les autres parties prenantes de participer au processus, ce qui entrave gravement les négociations. Alors que le président Salva Kiir l'avait accusé, le 9 juillet, de corruption et de mobilisation ethnique, Riek Machar a estimé le 17 août que le son rival a «perdu toute crédibilité pour diriger un gouvernement transitionnel d'unité» et qu'il était «responsable pour le meurtre de civils à la genèse de la crise nationale». Le dernier round de négociations risque donc fort de se retrouver lui aussi dans l'impasse.

De plus, les deux parties se méfient de l'équipe de médiation. Dans son entretien à *Voice of America*, M. Machar a fait reposer la responsabilité de l'échec des négociations sur les épaules des médiateurs.

Une autre difficulté du conflit a trait sa dimension régionale. La présence de troupes ougandaises, déployées en appui aux soldats du gouvernement, reste notamment une grosse pierre d'achoppement.

Alors que le processus politique reste dans l'impasse et que les opérations militaires se poursuivent, le Programme Alimentaire Mondial (PAM)

a averti que la famine guettait le pays, possiblement pour décembre. Un million et demi de personnes ont été déplacées, la production agricole s'est quasiment stoppée et après huit mois de combats, près de quatre millions de Sud-soudanais sont en situation d'insécurité alimentaire. De plus, la situation est aggravée par les attaques contre les travailleurs humanitaires et les restrictions à l'accès humanitaire imposées autant par le gouvernement que par les rebelles.

Dynamiques géopolitiques

La frustration des acteurs régionaux

Bien que l'IGAD reste engagée envers le processus de paix, ses États membres font de plus en plus part de leurs frustrations quant au manque de progrès et de leadership politique au Soudan du Sud. Afin de tenter d'accentuer la pression sur les parties belligérantes, l'équipe de médiation a publié des déclarations accusant le gouvernement d'avoir retardé la

Les membres du Conseil de sécurité ont estimé que les possibilités de parvenir à un accord significatif dans le futur proche étaient très minces

reprise des pourparlers et les rebelles de ne pas s'être présentés le 5 août. Après les combats à Bentiu, elle a fermement condamné les violations flagrantes de l'Accord de cessez-le-feu. C'est ainsi que des discussions sont en cours pour imposer des sanctions et d'autres mesures sur les parties récalcitrantes. Bien qu'il a été reporté à la demande des médiateurs, un Sommet des chefs d'État de l'IGAD devait avoir lieu le 17 août afin de décider de mesures spécifiques visant les factions rivales sud-soudanaises.

En ce qui concerne l'UA, la Commission d'enquête de l'organisation a achevé le 14 août sa

troisième mission d'évaluation dans le pays, qui consistait à se rendre dans les dix États qui composent le pays. Le Comité Africain d'Experts sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant (CAEDBE) a quant à lui effectué du 3 au 9 août une mission de plaidoyer sur la situation des enfants au Soudan du Sud.

L'ONU envisage des sanctions

Le Conseil de sécurité de l'ONU a exprimé le 8 août dernier ses graves préoccupations face à la situation politique, sécuritaire et humanitaire au Soudan du Sud, condamnant les violations répétées du cessez-le-feu et les violations du droit humanitaire et des droits de l'homme et soulignant l'importance de juger les auteurs de ces actes. Il a en outre indiqué qu'il était prêt à envisager toutes les mesures nécessaires, y compris des sanctions, contre les auteurs de troubles.

Suite à une mission d'évaluation, les membres du Conseil de sécurité ont estimé dans leurs conclusions que les

possibilités de parvenir à un accord significatif dans le futur proche étaient très minces et ont averti que le Conseil imposerait des sanctions à ceux qui entravent le processus de paix.

Les États-Unis consternés

La Norvège, les États-Unis et le Royaume-Uni, les membres de la Troïka sur le Soudan du Sud, ont publié une déclaration exhortant l'IGAD à agir contre les belligérants. L'Union européenne (UE), de son côté, a annoncé qu'elle imposerait des sanctions contre ceux qui entravent le processus de paix sud-soudanais, soulignant qu'elle était déterminée

à «faire son possible pour que les sud-soudanais ne souffrent pas davantage».

Le 11 août dernier, le secrétaire d'État américain John Kerry a critiqué dans des termes forts les belligérants pour ne pas avoir été capables de mettre l'intérêt du peuple au-dessus des leurs, déplorant qu'«aucune des parties ne s'est engagée sérieusement dans des négociations de paix» et que les «ultimatums se succèdent et des gens innocents continuent de mourir». «C'est un scandale et une insulte pour le peuple du Soudan du Sud» et «il est temps de mettre un terme aux

- Appeler les États membres de l'UA et la communauté internationale à mobiliser un appui humanitaire adéquat afin d'éviter la famine au Soudan du Sud, et demander au gouvernement et aux rebelles d'assurer un accès sans entrave de l'aide humanitaire, conformément à l'accord qu'ils ont signé le 9 mai dernier.
- Demander à la Commission de l'UA de préparer les mesures pertinentes pour que les belligérants respectent leurs engagements et s'engagent dans/envers le processus de paix.

Documentation importante

Documents de l'UA

- Communiqué de presse de la Commission de l'UA, 19 mai, «l'Union africaine appelle toutes les parties à s'abstenir de toute action susceptible de saper le dialogue national»
- CPS, Communiqué, PSC/PR/COMM (CDXL), 12 juin 2014
- Communiqué du 27^{ème} sommet extraordinaire des chefs d'État de l'IGAD, 25 août 2014.

Documents de l'ONU

- Résolution SC/2155 (2014), 27 mai 2014
- Rapport du Secrétaire général de l'ONU sur le Soudan du Sud, 25 juillet 2014

Autres documents

- World Food Programme South Sudan Situation Report #34, 4 juillet 2014

L'UE est déterminée à faire son possible pour que les sud-soudanais ne souffrent pas davantage

tergiversations et aux reports», a-t-il martelé. Les États-Unis ont débloqué 180 millions de dollars pour une aide alimentaire d'urgence.

Problèmes clés pour le CPS

La priorité est de s'assurer que les parties honorent leurs engagements, qu'elles cessent les combats et de mettre en place un mécanisme de vérification. Il faut aussi absolument renforcer le processus de médiation de l'IGAD, en vue de parvenir à la formation d'un gouvernement transitionnel d'unité, et répondre de manière adéquate à la crise humanitaire. Cela passe par une plus grande mobilisation des États membres de l'UA.

Options pour le CPS

Le CPS peut envisager les options suivantes:

- Condamner les violations répétées du cessez-le-feu, y compris les derniers combats à Bentiu, et menacer les parties de conséquences sérieuses en cas de poursuite des violations.

- Exhorter la présidente de la Commission à multiplier les initiatives diplomatiques, en coopération avec l'IGAD, afin d'accroître la pression sur les parties et d'appuyer le processus de médiation mené sous les auspices de l'IGAD.

Dates importantes pour le mois de septembre 2014

2 septembre

- Sommet du CPS sur le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique

9 septembre

- Développement de la situation en Libye
- Situation en République centrafricaine et transition de la MISCA vers la MINUSCA
- Communication sur l'épidémie d'Ébola

16 septembre

- Échange de vues sur la situation au Mali et au Sahel
- Séances sur les conclusions du Sommet de Nairobi sur le terrorisme

17 septembre

- Préparation de la Mission du CPS au Soudan du Sud au Soudan du Sud
- La situation au Darfour

À propos de l'ISS

L'Institut d'Études de Sécurité est une organisation africaine œuvrant au renforcement de la sécurité humaine sur le continent. Elle effectue de la recherche indépendante et reconnue, fournit des analyses et conseils sur les politiques provenant d'experts, tout en menant des formations pratiques et de l'assistance technique.

Les personnes qui ont contribué à ce numéro

Solomon A Dersso, ISS Addis Abéba
Hallelujah Lulie, ISS Addis Abéba
Liesl Louw-Vaudran, Consultante
Jean-Guilhem Bargues, Traducteur
Étienne Tremblay-Champagne, Réviseur

Contact

Solomon A Dersso

Responsable du Programme de rapport du CPS
ISS Addis Abéba
Email: sayeledersso@issafrica.org

Les bailleurs de fonds



Ce rapport est publié grâce au soutien de la fondation Humanity United, du Hanns Seidel Stiftung. L'ISS souhaite également remercier pour leur appui les membres suivants de son Forum des partenaires: les gouvernements de l'Australie, du Canada, du Danemark, des États-Unis, de la Finlande, du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède.

ISS Pretoria

Block C, Brooklyn Court
361 Veale Street
New Muckleneuk
Pretoria, South Africa
Tel: +27 12 346 9500
Fax: +27 12 460 0998
pretoria@issafrica.org

ISS Addis Ababa

5th Floor, Get House Building,
Africa Avenue Addis Ababa,
Ethiopia
Tel: +251 11 515 6320
Fax: +251 11 515 6449
addisababa@issafrica.org

ISS Dakar

4th Floor, Immeuble Atryum
Route de Ouakam
Dakar, Senegal
Tel: +221 33 860 3304/42
Fax: +221 33 860 3343
dakar@issafrica.org

ISS Nairobi

Braeside Gardens
off Muthangari Road
Lavington, Nairobi, Kenya
Tel: +254 20 266 7208
Fax: +254 20 266 7198
nairobi@issafrica.org